



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 3318

Texte de la question

## PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

**M. le président.** Pour le groupe Démocratie libérale et Indépendants, la parole est à M. Georges Colombier.

**M. Georges Colombier.** Monsieur le président, à l'excellente question de mon collègue François Rochebloine, M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie n'a pas répondu. (*« En effet ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.*)

Une nouvelle fois, le Gouvernement rejette la responsabilité sur les gouvernements précédents. Cela ne constitue pas une réponse et les Français, d'ailleurs, ne sont pas dupes.

Aussi, je me permets de poser la même question à M. le Premier ministre.

Monsieur le Premier ministre, dès le mois de septembre de l'année dernière, l'ensemble de l'opposition avait souligné le caractère irréaliste des hypothèses économiques que le Gouvernement avait retenues pour le budget de l'Etat et le projet de financement de la sécurité sociale en 2002. Nous avons demandé qu'on retienne le taux moyen proposé par les principaux instituts de conjoncture, soit 1,5 %. Vous avez refusé et maintenu le taux, inexact, de 2,5 %. Vous avez sciemment faussé les comptes publics au nom d'un objectif purement électoraliste. (*« Tout à fait ! » sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

Aujourd'hui, sous la pression de la Commission de Bruxelles, qui a dénoncé le caractère erroné de vos prévisions, vous avez été obligé de réviser à 1,5 % le taux de croissance...

**M. François Rochebloine.** Obligé !

**M. Georges Colombier.** ... huit semaines à peine après la publication du budget ! Cette politique d'approximation et de dissimulation a une lourde et dangereuse conséquence : la dérive du déficit, aussi bien de l'Etat que des comptes sociaux.

Par souci de transparence, nous vous demandons d'indiquer le montant de cette dérive. Et ne tentez pas de vous défaire en rejetant sur d'autres vos responsabilités. (*« Très bien ! » sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*) Cela fait maintenant plus de quatre ans que vous êtes au pouvoir. Il convient, à la veille d'échéances importantes, que les Français soient informés sur la situation exacte des déficits et sur leur évolution. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

**M. Lionel Jospin,** Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, j'avais cru comprendre que cette

question m'était adressée. Mais si vous préférez que ce soit le ministre de l'économie et des finances, Laurent Fabius, qui vous réponde, je lui demanderai de le faire avec grand plaisir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

De toute façon, nous dirons la même chose, à savoir que les événements tragiques du 11 septembre (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*) ont plongé les économies les plus importantes, celles des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne, dans une crise profonde et dans la récession. Pendant cette période, nous pouvons constater que la France, elle, a mieux résisté, puisque, comme l'a rappelé Laurent Fabius, la croissance en 2001 a été de 2 %, c'est-à-dire trois fois plus qu'en Allemagne et deux fois plus qu'aux Etats-Unis. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) Pourquoi ce résultat ? Parce que, contrairement à d'autres, et j'en remercie le ministre de l'économie et des finances (« Ah ! » *sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), nous avons pris des initiatives. Avec la prime pour l'emploi, nous avons créé du pouvoir d'achat...

**M. Arnaud Lepercq.** Et du chômage !

**M. le Premier ministre.** ... pour des catégories de la population qui consomment. Nous avons soutenu les programmes de CES et d'emplois-jeunes. Nous avons pris des mesures d'aide à l'investissement en faveur des entreprises. Nous avons donc été réactifs...

**M. Jean Auclair.** menteur !

**M. le Premier ministre.** ..., et nous avons mieux réagi.

Pourquoi n'avoir pas modifié en octobre les chiffres de prévision de croissance pour l'année 2002 ? D'abord, nous n'avons pas de raison d'aller dans le sens d'un certain pessimisme ambiant. (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.*)

**M. Bernard Deflesselles.** La preuve !

**M. le Premier ministre.** Ensuite, nous avons besoin de mieux apprécier la conjoncture de l'époque.

Aujourd'hui où nous disposons d'éléments plus précis, nous révisons nos comptes (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants*), et vous devriez nous féliciter de dire les choses telles qu'elles sont. Car nous corrigeons les prévisions au moment où les signes de reprise pour la deuxième partie de l'année 2002 s'affirment aux Etats-Unis et en Europe, et où, comme l'a dit Laurent Fabius, le consensus des observateurs économiques et des conjoncturistes anticipe une montée en puissance au second semestre. Nous avons, comme l'ont dit notamment les deux ministres concernés lors du débat budgétaire, décidé de laisser jouer les stabilisateurs automatiques, et légèrement dériver les comptes publics. Mais nous maîtrisons nos dépenses publiques qui, en volume, restent à 0,3 par an et, en 2003, à 0,5.

Je pense donc que la France, qui résiste mieux que ses voisins et qui a gardé un socle de consommation, sera en mesure de bien profiter de l'élan que reprendra l'économie européenne au second semestre. C'est pourquoi je crois, contrairement à d'autres, que nous aurons un peu plus que peu de marge ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

Données clés

**Auteur :** [M. Georges Colombier](#)

**Circonscription :** Isère (7<sup>e</sup> circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3318

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier Ministre

**Ministère attributaire :** Premier Ministre

Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 février 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 février 2002